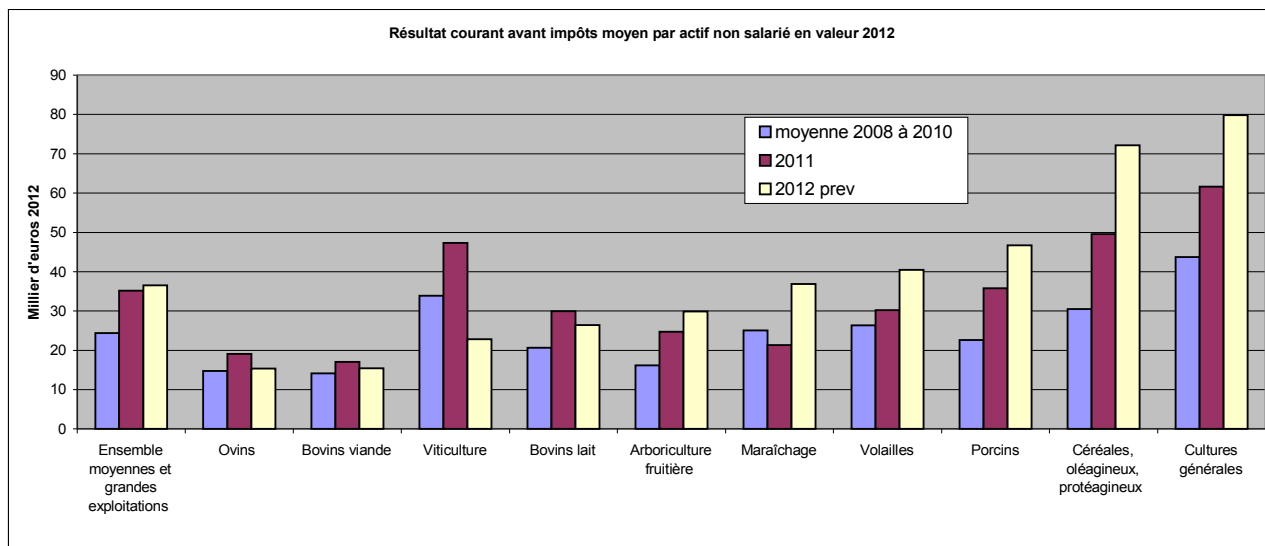


LES INDICATEURS DE REVENU PAR CATÉGORIE D'EXPLOITATIONS : RÉSULTATS PRÉVISIONNELS POUR 2012

Après le net redressement intervenu en 2010, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations est en progression continue. Calculé en moyenne sur les trois dernières années, il atteindrait avec 34 500 euros par actif non salarié son niveau historiquement le plus élevé. L'année 2012 est marquée par une nouvelle poussée des cours internationaux des matières premières agricoles qui a des incidences sur les prix français des céréales, des oléagineux et des protéagineux qui se répercutent sur le coût de l'alimentation animale. En outre, les conditions climatiques de 2012 (gel, intempéries du printemps) ont eu un impact sur les volumes de certaines productions végétales et ont également provoqué une hausse des prix.

Exception faite des céréales à paille, les volumes de la quasi-totalité des productions végétales se réduisent. Parallèlement, la forte diminution des achats d'engrais a permis de limiter les dépenses d'approvisionnement malgré la hausse de leurs prix et un recours accru aux produits de protection des cultures. Stabilisés à un niveau élevé en 2011, les prix des céréales, des oléagineux et des protéagineux, tirés par le marché mondial ont de nouveau flambé. Dans ces conditions, le revenu des exploitations de grandes cultures atteindrait 74 400 euros par actif en 2012 - près de 59 000 euros en moyenne sur trois ans - et dépasserait nettement son précédent record historique de 2007. Les récoltes fruitières et, dans une moindre mesure, légumières sont peu abondantes et les prix accusent une hausse sensible. Les exploitations fruitières et maraîchères voient donc leur revenu s'améliorer (respectivement à 29 900 euros et 36 800 euros par actif en moyenne). En cumul triennal, le revenu de toutes les orientations végétales, hormis la viticulture, est orienté à la hausse en 2012. Les exploitations viticoles font face à une baisse historique des récoltes. Le volume des vendanges est à son plus bas niveau et les prix de toutes les catégories de vins sont orientés à la hausse. Les charges d'approvisionnement progressent peu. L'incidence de la faible récolte entraînerait une dégradation du revenu des exploitations viticoles en 2012 mais la tendance de moyen terme serait toutefois très modérément haussière (+ 0,8 % par an en moyenne durant les cinq dernières années).

La majorité des productions animales affichent également des prix en hausse. Seuls ceux du lait se replient entraînant, avec la stabilité de la collecte, le recul de la valeur de la production. Les exploitations d'élevage sont de nouveau confrontées à la hausse des prix des aliments composés. Celle-ci, moins vive qu'en 2011, se répercute sur les dépenses d'approvisionnement. De ce fait, le revenu des éleveurs bovins laitiers se rétracte en 2012 (26 500 euros). Il reste toutefois sur une pente ascendante de moyen terme (+10 % par an en moyenne durant les cinq dernières années). Le volume de la production de veaux et de gros bovins se réduit. La bonne tenue des prix permet l'augmentation de la valeur de la production qui compense aisément celle des charges. Cependant, malgré cette conjoncture favorable le revenu des exploitations d'élevage bovin à viande se replierait en 2012 (15 400 euros par actif). Les éleveurs de bovins ont bénéficié d'aides exceptionnelles à la suite de la sécheresse du printemps 2011 qui ont gonflé le revenu de cette année-là. Ce mouvement ne retrace pas forcément celui ressenti en trésorerie et ne remet pas en cause la hausse tendancielle de moyen terme (+ 2 % par an en moyenne depuis cinq ans) mais pour un revenu qui demeure très inférieur à la moyenne. La situation est plus difficile pour les éleveurs d'ovins. Leur revenu s'inscrit en recul en 2012 (15 300 euros) pénalisé par la baisse des volumes produits, une hausse des prix modérée et le poids des charges. Globalement, la valeur de la production des élevages hors sol progresse en 2012. Elle fait plus que compenser l'accroissement des charges dans les exploitations porcines. Leur revenu (46 700 euros) est en net progrès par rapport à 2011 et en tendance de moyen terme. La situation des élevages avicoles est plus complexe. La modeste hausse des prix des volailles ne couvre pas celle des coûts de production. En revanche, les producteurs d'œufs ne rencontrent pas cette difficulté, compte-tenu de l'envolée des prix.



Méthodologie des comptes par catégorie d'exploitations

Les comptes par catégorie d'exploitations s'appuient totalement sur le réseau d'information comptable agricole (RICA). Ils détaillent les résultats annuels de l'agriculture selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur **le champ des exploitations agricoles métropolitaines considérées comme moyennes et grandes sur la base de la valeur de leur production brute standard (PBS)**. On considère qu'une exploitation est moyenne ou grande si sa PBS moyenne dépasse 25 000 euros. Par rapport au champ couvert par le compte national qui porte sur la « branche agriculture », sont donc exclues d'une part les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), d'autre part les exploitations des DOM et les petites exploitations (dont la PBS est inférieure à 25 000 euros).

Les comptes par catégorie d'exploitations ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du revenu dans les diverses catégories d'exploitations agricoles. Ils permettent également une première approche des disparités de revenu entre orientations de production (OTEX).

Les résultats du RICA observés constituent la référence historique pour les évolutions du revenu agricole par catégorie d'exploitations. Pour l'année en cours les résultats du RICA ne sont pas disponibles. Il est donc nécessaire d'actualiser les résultats à l'année, ce qui revient à calculer un RCAI prévisionnel pour le RICA, indicateur de l'évolution du revenu de l'année en cours.

Le RICA suit les résultats de l'activité de production des entreprises agricoles. La notion de revenu d'entreprise retenue est le résultat courant avant impôts (RCAI). Il est mesuré par actif non salarié (Utans). Les exploitations agricoles dont les résultats sont présentés ici sont classées selon leur spécialisation (orientation technico-économique des exploitations – OTEX).

Le calcul d'actualisation des résultats du RICA à la dernière année est réalisé selon la même technique que les comptes prévisionnels, en utilisant les mêmes indicateurs conjoncturels que le compte national pour estimer les évolutions de chacune des composantes du RCAI. Ces indicateurs sont estimés au niveau de nomenclature le plus fin possible. Ils sont appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente. Le RCAI prévisionnel est calculé au niveau de l'exploitation comme étant le solde des différentes composantes estimées au niveau fin. Les données agrégées par OTEX au niveau national sont calculées en appliquant les derniers coefficients d'extrapolation disponibles c'est à dire ceux de l'année n-1.

Grandes cultures

Un niveau de revenu historiquement haut

Le revenu des exploitations de grandes cultures est tributaire de la volatilité des prix des matières premières agricoles. Ceux-ci, déjà élevés en 2011, s'inscrivent en forte hausse en 2012 alors même que les rendements de la plupart des céréales progressent. De ce fait, après avoir atteint 49 500 euros par actif non salarié en 2011, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations spécialisées en céréales, en oléagineux et en protéagineux s'élève à 72 100 euros en 2012. En cumul sur les trois dernières années, il s'accroît de 60 % en 2012 et dépasse son pic historique de 2007. Pour les autres exploitations de grandes cultures, le revenu en cumul triennal augmente de 40 % en 2012. Déjà légèrement supérieur à son niveau record de 2007 les deux années précédentes, il progresse jusqu'à 79 800 euros en 2012.

Les céréales à paille ont bénéficié au printemps 2012 d'une pluviométrie abondante favorable aux rendements. Ainsi, malgré un recul des surfaces cultivées, lié au gel de février 2012, le volume global des moissons dépasse de 7 % la petite récolte de 2011. Les quantités d'avoine et de blé dur croissent respectivement de 19 % et de 17 %. La hausse est moins sensible pour le blé tendre (+ 6 %). Les tonnages d'orge excèdent de 7 % ceux de 2011, conséquence d'une production abondante d'orge de printemps dont la sole s'est étendue à la suite de semis de remplacement après le gel de février. Par contre, le maïs a parfois souffert des conditions climatiques sèches du mois d'août 2012. Malgré l'extension des aires de culture, les rendements sont moindres. Les volumes produits reculent de 3 % par rapport au niveau record de 2011.

Le volume de la production d'oléagineux se replie de 3 % par rapport à 2011. La récolte de soja fléchit de 13 %. Celle de tournesol se réduit de 14 % du fait d'un recul des superficies et des rendements. La production de colza continue à progresser dans l'ensemble (+ 2 %) mais avec des disparités régionales.

Après la forte extension suscitée, en 2010, par l'aide européenne en leur faveur, les aires consacrées aux protéagineux s'amenuisent nettement pour la deuxième année consécutive (- 30 % en 2012 comme en 2011). En conséquence, les volumes produits baissent de 17 % par rapport à 2011. En effet, malgré une hausse marquée des rendements, la récolte de pois protéagineux perd 15 % et celle de féveroles chute de 21 %.

Dans un contexte de baisse des rendements, les tonnages de betteraves industrielles sont en retrait

de 4 % en 2012, après la bonne récolte de 2011. Pour la même raison, la production de pommes de terre diminue de 16 % par rapport à 2011, année de forte production.

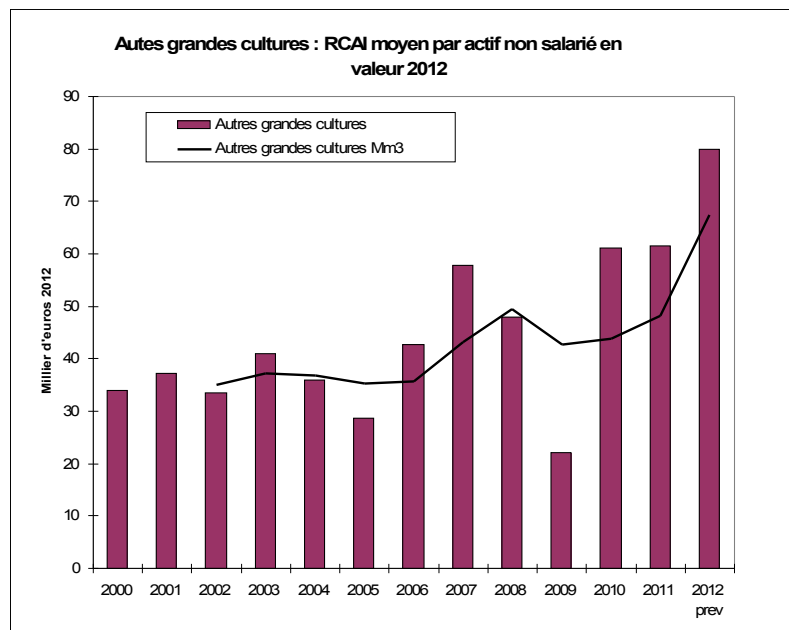
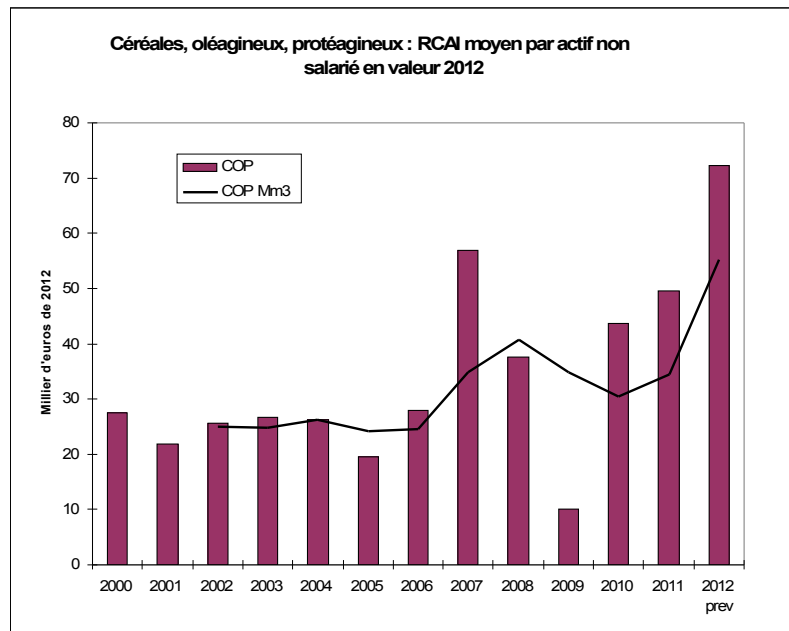
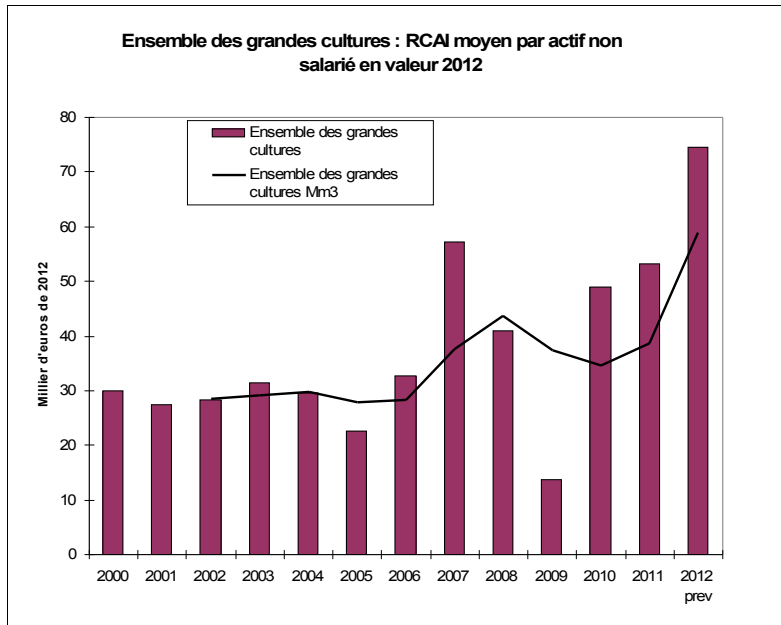
Globalement, les prix des céréales qui s'étaient stabilisés en 2011 à un niveau élevé repartent à la hausse. Compte-tenu des disponibilités mondiales réduites, les cours internationaux se tendent. Ceux du blé tendre s'emballent à la suite du recul de la production en Russie et dans les autres pays de la Mer Noire victimes de la sécheresse. La situation est similaire pour le maïs, en réaction aux conditions climatiques très sèches aux États-Unis. Dans ce contexte, les prix français du blé tendre et du maïs grimpent de 20 %. D'autre part, malgré des disponibilités accrues, les prix de l'orge s'apprécient de 15 % face au renforcement de la demande européenne, notamment espagnole. En revanche, la récolte abondante de blé dur pèse sur les cours mondiaux et les prix français qui reculent de 10 %.

Dans ce climat de hausse de prix des céréales, les prix des protéagineux qui peuvent en partie se substituer à ces dernières dans l'alimentation animale, subissent une hausse de 20 %, accentuée par la faiblesse de l'offre.

Les prix des oléagineux progressent de 12 % dans l'ensemble. Le prix du tournesol bondit de 18 %, du fait de la faible récolte européenne et ukrainienne. Ceux du soja montent de 20 %, tirés par le dynamisme de la demande chinoise sur un marché tendu. Les prix du colza sont en hausse de 10 %.

Malgré la réduction des volumes français, les prix de la betterave industrielle se replient de 3 %. Par contre, ceux de la pomme de terre gagnent 50 % en 2012, en lien avec la baisse des disponibilités.

Les charges d'approvisionnement (engrais, produits de protection des cultures, semences, carburants et lubrifiants) progressent globalement de 4 % en valeur. La hausse des prix des engrais amorcée en début d'année 2010 s'est stabilisée en 2012. Mais elle impacte la campagne 2012 à hauteur de 14 %. La nette réduction des achats en volume (- 15 %) limite les dépenses pour les exploitations. Les acquisitions de carburants et lubrifiants sont quasiment stables mais leur coût s'alourdit (+ 14 %) en liaison avec la hausse quasi-continue des cours des produits pétroliers depuis la mi-2009. Les dépenses en produits de protection des cultures s'accroissent (+ 6 % en valeur). Les conditions météorologiques ont en effet induit un recours accru aux fongicides et aux herbicides.



Maraîchage et fleurs

Une embellie sur les prix et le revenu

En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) moyen par actif non salarié des exploitations productrices de légumes et de fleurs progresse de 11 %. Il s'élève à 24 900 euros en 2012, niveau quasiment identique à celui de 2006. Cette amélioration concerne surtout les exploitations maraîchères : 36 800 euros par actif non salarié en 2012, soit + 23 % en cumul triennal. Au sein de cette orientation, les situations conjoncturelles diffèrent selon les produits.

Globalement, le volume de la production de légumes recule de 1 % en 2012 et les prix de l'ensemble des légumes augmentent de 12 %.

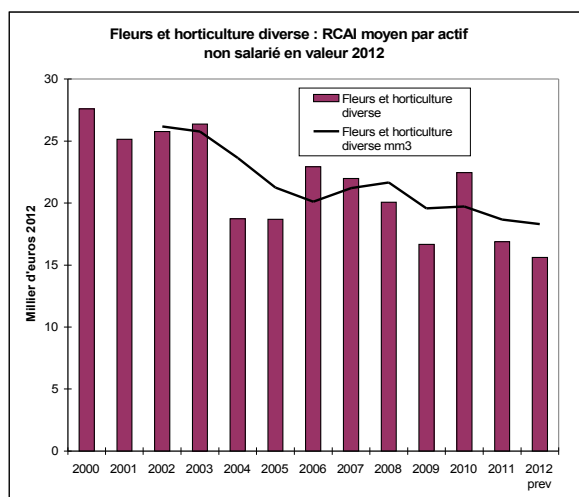
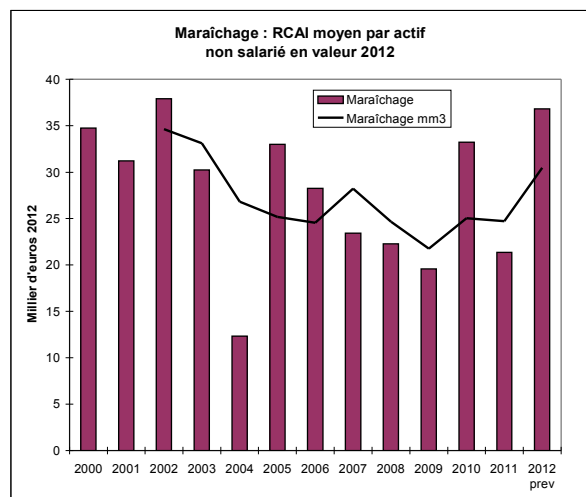
Après la mauvaise année 2011, consécutive à la crise de la bactérie E. Coli, la production de concombres se redresse de 21 % en valeur. Pour les tomates, les volumes récoltés se replient de 3 %, à la suite de maladies affectant les cultures sous serre. Mais la faible concurrence des produits espagnols et portugais favorise les prix, en hausse de 22 %. Les légumes d'été à cuire bénéficient d'une demande soutenue. La carotte, voit de ce fait son prix croître de 30 %, malgré des volumes plus importants. En revanche, la situation de la courgette est très dégradée. La réduction des

surfaces de plein air provoque un net recul des quantités produites. Les prix perdent cependant 8 %, en lien avec la faible demande estivale. Au final la production en valeur chute de 20 %.

La situation des légumes d'hiver s'améliore. Les prix des poireaux et des choux-fleurs se redressent après deux années de baisse. Les quantités de poireaux récoltées sont quasiment stables, celles de choux-fleurs sont en léger repli. La production en valeur de ces produits s'accroît : respectivement + 29 % et + 19 %.

Les charges d'approvisionnement progressent globalement de 3 % en valeur. Cette progression provient en grande partie du coût des produits énergétiques dont les prix progressent de 13 % et des semences. La légère baisse des dépenses en engrais (- 2 %) joue un effet modérateur.

La hausse de la valeur de la production explique l'amélioration du résultat courant avant impôts des exploitations maraîchères en 2012. Ce dernier atteint un de ses meilleurs niveaux depuis le début des années 2000. Il est toutefois inférieur de 12 % au revenu moyen de l'ensemble des moyennes et grandes exploitations.



Viticulture

Vendanges au plus bas, conjoncture favorable sur les prix

En 2012, les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables pour la plupart des vignobles français. La vendange est donc particulièrement faible. Elle fléchit très nettement par rapport à l'abondante récolte de 2011 pour toutes les catégories de vins. Le volume total de la production de vins d'appellation d'origine protégée (AOP) se replie de 15 % par rapport à 2011. En particulier, les volumes de vins de Champagne chutent de 36 %. Ceux des vins à indication géographique protégée (IGP) baissent de 19 %. Les vins destinés à la fabrication de cognac affichent, quant à eux, une récolte en retrait de 6 %. La production des autres vins, comprenant notamment les vins sans indication géographique (VSIG) et les volumes au dessus des plafonds d'appellation s'effondre : - 45 % par rapport à l'année précédente.

La bonne tenue des exportations françaises de vins (notamment AOP) vers les États-Unis et l'Asie se confirme en 2012. Pour toutes les catégories de vins, les disponibilités en début de campagne 2012/2013 se réduiraient par rapport à 2011.

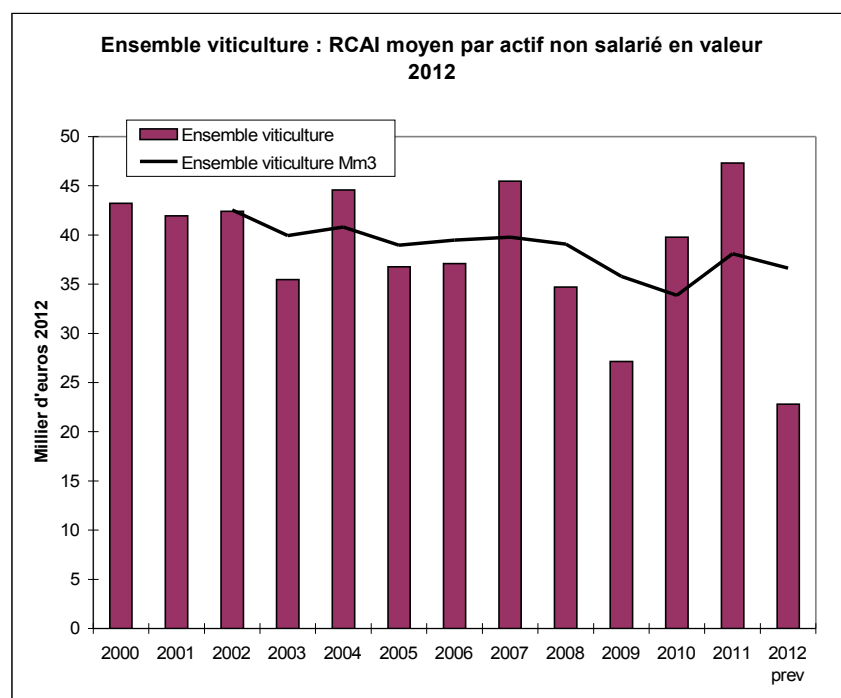
Dans ce contexte, les prix des vins continueraient à progresser sur l'ensemble de la campagne : + 2 % pour les vins sans indication géographique, + 3 % pour les vins de Champagne, + 7 % en moyenne pour les autres

vins AOP hors champagne. Parmi ces derniers, des disparités régionales apparaissent. Les prix croîtraient plus sensiblement en Aquitaine mais se stabiliseraient dans les Pays de la Loire. Une exception, l'Alsace où ils s'afficheraient en baisse.

Les charges d'approvisionnement augmentent de 3 % en valeur, conséquence de l'accroissement des dépenses en produits de protection des cultures.

Très dépendant des volumes récoltés, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations viticoles s'affaîsserait en 2012 (- 4 % par rapport à 2011 en cumul sur les trois dernières années), renouant avec la tendance baissière observée avant le rebond de 2011.

Compte tenu des concepts retenus, les évolutions annuelles du revenu des exploitations viticoles, très liées aux volumes des récoltes et aux prix de la campagne, ne retracent pas bien les tendances réelles en matière de trésorerie. Un examen sur longue période montre que le résultat courant avant impôts des exploitations spécialisées en viticulture atteindrait son plus bas niveau depuis le début des années 2000, avec toutefois de fortes disparités régionales. En cumul triennal, eu égard aux bons résultats de 2010 et 2011, son montant (36 600 euros par actif non salarié) reste supérieur à celui de 2009.



Arboriculture fruitière

Petites récoltes, fortes hausses de prix

En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) des arboriculteurs fruitiers se redresse nettement : + 46 % par rapport à 2011. En effet, tombé à 7 100 euros par actif non salarié en 2009, le revenu s'améliore pour la troisième année consécutive. Il atteint 29 900 euros en 2012, mais cette moyenne recouvrira de fortes disparités régionales malgré les dédommagements dont ont pu bénéficier les exploitations touchées par le gel.

Globalement, le volume des récoltes diminue de 11 % et les prix de l'ensemble des fruits augmentent de 20 %.

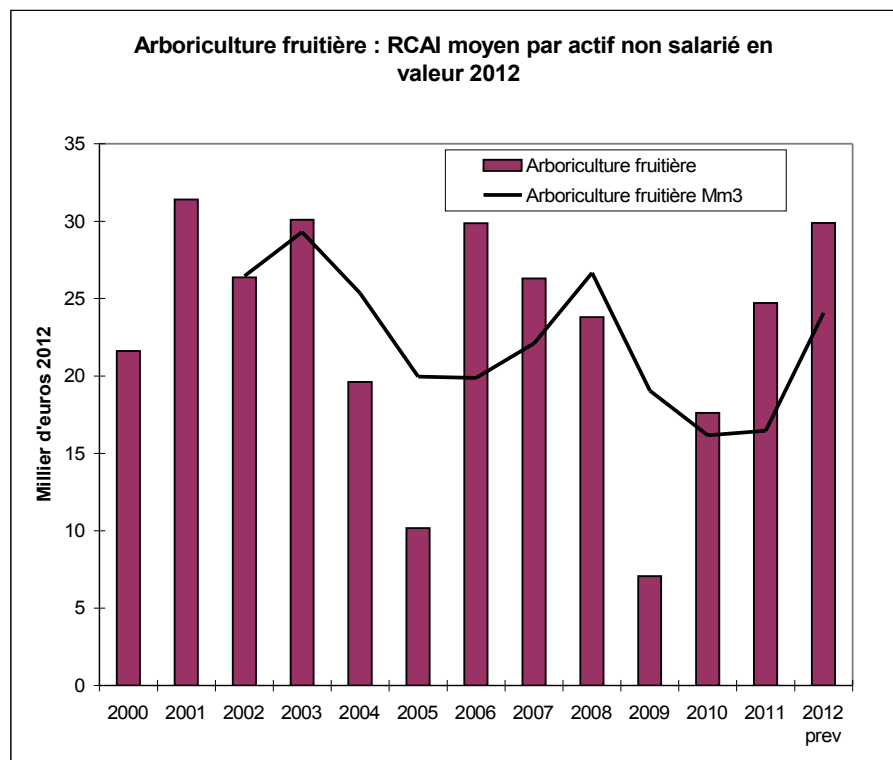
Le froid et les intempéries du printemps 2012 ont nui à la floraison et à la nouaison des arbres fruitiers. De ce fait, la cueillette de cerises chute de 38 % par rapport à 2011, celle de pêches et nectarines de 7 %. Sur des vergers, dont la réduction se poursuit, les volumes de pommes et de poires régressent : respectivement - 25 % et - 24 %. La région Limousin, particulièrement sinistrée voit sa production de pommes s'écrouler (- 80 %). Les récoltes de pommes et poires sont aussi très réduites dans la région Centre (- 55 % par rapport à 2011) et en Aquitaine (- 40 %). En

revanche, la récolte d'abricots dépasse de 7 % le niveau modéré de 2011. La situation est également plus favorable pour la fraise, le produit ayant bien résisté au gel de février.

La pénurie de cerises a entraîné une forte hausse des prix (+ 35 %). Dans un contexte d'offre réduite, tant sur la marché français qu'européen, les prix des pommes bondissent (+ 53 %) et ceux des poires s'apprécient de 34 %. Hormis l'abricot, en recul, les autres espèces s'écoulent également à des prix élevés (+ 18 % pour les prunes, + 16 % pour les pêches).

Les charges d'approvisionnement sont en hausse de 4 % en valeur, essentiellement du fait des produits de protection des cultures.

En 2012, la progression du résultat courant avant impôts des exploitations d'arboriculture fruitière s'explique par la hausse des prix des fruits qui fait plus que compenser la baisse des volumes et l'accroissement des charges. Cependant, le revenu triennal moyen de 2012, bien qu'en nette hausse, est encore de 30 % inférieur au revenu moyen par actif de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes).



Élevage bovin

Hausse tendancielle du revenu

En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations bovines continue à progresser en 2012 : + 21 % pour les exploitations laitières, + 7 % pour les exploitations spécialisées en bovins pour la viande.

Le volume de la production de veaux et celle de gros bovins se replient de 6 % par rapport à 2011, année durant laquelle les abattages ont été particulièrement importants.

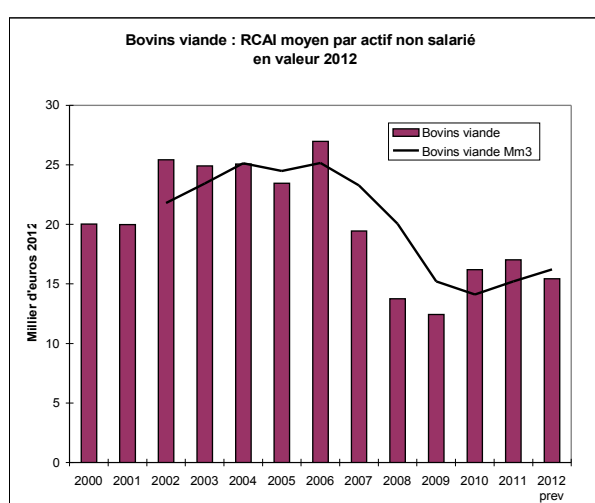
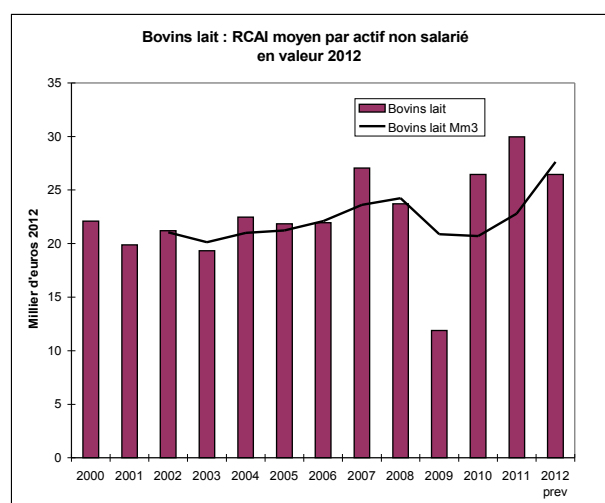
En moyenne sur l'année 2012, la collecte laitière est stable. Toutefois, le prix du lait perd 3 % en liaison avec la baisse des prix des produits laitiers industriels (beurres et poudres de lait) au premier semestre 2012.

Les prix du veau restent sur une tendance haussière (+ 2 % en 2012) moins prononcée que l'année précédente. L'offre de gros bovins, tant française qu'européenne, est faible face au dynamisme de la demande des pays tiers, notamment de la Turquie. Les prix de ces animaux s'élèvent globalement de 15 %.

Les charges d'approvisionnement augmentent de 6 % en valeur par rapport à 2011. Moins accusé que l'année précédente, l'accroissement des charges résulte de la hausse du coût de l'alimentation animale. Cette augmentation pour la campagne 2012 provient tout d'abord de la forte hausse des prix mondiaux des tourteaux, qui a fait s'inverser,

dès le printemps 2012, la tendance à la baisse des prix des aliments composés. La hausse des prix des céréales n'ayant un impact qu'en fin d'année. Le prix de l'alimentation bovine croît ainsi de 8 % en 2012.

Dans ce contexte, le résultat courant avant impôts des exploitations laitières revient en 2012 à 26 500 euros par actif non salarié, son niveau de 2010. Il demeure ainsi 20 % en deçà du revenu moyen toutes exploitations confondues. A la suite de la sécheresse du printemps 2011, des aides exceptionnelles ont été allouées aux exploitations bovines. Compte-tenu des concepts retenus, la totalité de ces aides a été comptabilisée sur l'année 2011, même si certains versements ne sont intervenus qu'en 2012. De ce fait, le résultat courant avant impôts des exploitations spécialisées en bovins viande augmente en 2011 pour se replier à 15 400 euros par actif non salarié en 2012. Ce mouvement ne retrace pas forcément celui ressenti en trésorerie. Si l'on fait abstraction des aides exceptionnelles, le revenu des éleveurs de bovins pour la viande se rétracte en 2011 pour s'améliorer en 2012. La tendance en cumul triennal n'est pas démentie (+ 7 % par rapport à 2011), mais le revenu des élevages bovins viande reste faible. Il ne représente que 47 % du revenu moyen par actif de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes).



Élevage ovin

Nouvelle baisse de production, hausse modérée des prix et les charges restent élevées

En cumul sur trois années, la progression du résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations spécialisées en élevage ovin ralentit : + 6 % en 2012 après + 16 % en 2011.

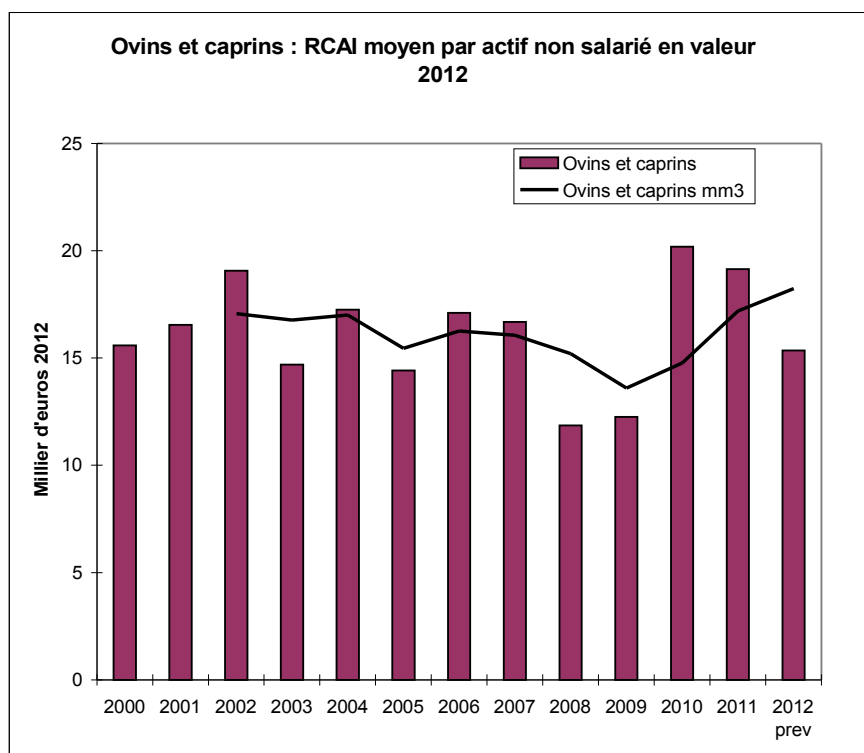
En 2012, le volume de la production ovine se rétracte de 7 % par rapport à l'année précédente. Poursuivant sa tendance baissière, malgré le rebond de 2011, elle décline de 10 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. L'offre sur le marché national est réduite. En effet, les abattages d'agneaux et d'ovins de réforme ont été moins nombreux et les importations ont diminué pour la troisième année consécutive.

La consommation de viande ovine continue à se réduire. Toutefois, les prix sont fermes en moyenne sur la campagne. Ils s'apprécient de 5 % par rapport à 2011 mais cette hausse ne

suffit pas à compenser les pertes de volumes produits.

Les prix des aliments composés pour ovins, poste prépondérant de l'alimentation animale augmentent de 5 %. De moindres achats tempèrent cette hausse. En conséquence, les charges d'approvisionnement progressent de 3 % en valeur.

En légère augmentation par rapport au début des années 2000 (+ 1 % par an en moyenne depuis douze ans), le résultat courant avant impôts des éleveurs ovins demeure très faible : 15 300 euros par actif non salarié en 2012. Il est inférieur de 47 % au revenu moyen de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes)



Élevage hors sol

Nouvelle progression du revenu

En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des exploitations spécialisées en élevage hors sol progresse en 2012 : + 28 % pour les élevages porcins et + 19 % pour les élevages avicoles avec sans doute des disparités selon les spécialisations.

La valeur de la production porcine s'accroît nettement en 2012 (+ 7 %) après une hausse marquée l'année précédente. Les volumes produits baissent de 4 % dans un contexte de plafonnement de l'offre européenne. Ce recul est également la conséquence du ralentissement ou de la cessation d'activité d'éleveurs de porcs suite à la directive de mise aux normes des bâtiments d'élevage de truies à échéance du 1er janvier 2013. La demande intérieure et la limitation de l'offre soutiennent le marché. En lien avec la hausse des cours, les prix français du porc s'élèvent de 11 %.

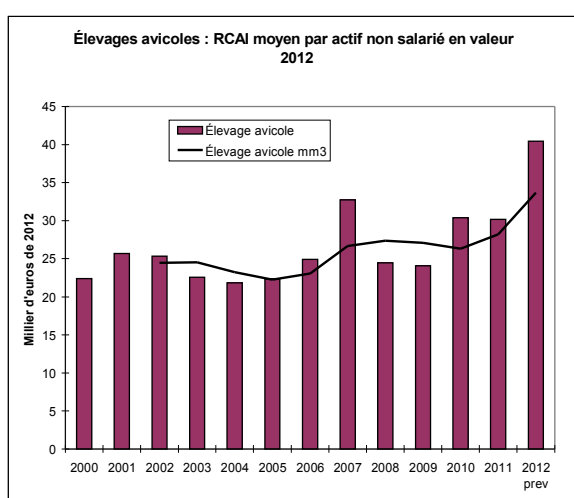
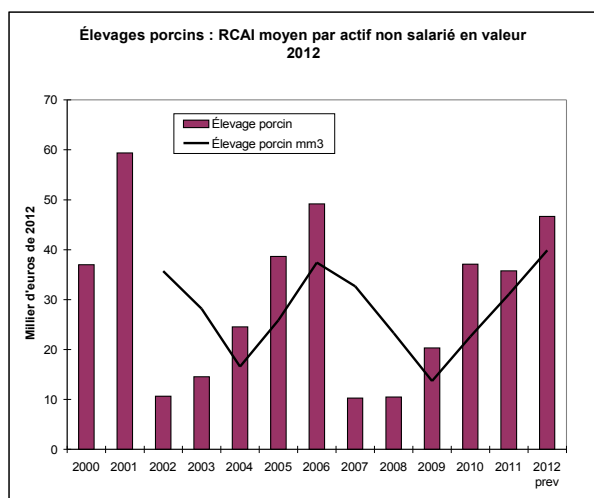
Pour la volaille, la valeur de la production se maintient après une hausse sensible en 2011. Le volume global de la production est en léger repli. Les abattages de canards se stabilisent par rapport à 2011. Ceux de poulets et de pintades fléchissent (respectivement - 3 % et - 2 %). Par contre, après deux années de recul, les abattages de dindes reprennent (+ 2 % en 2012). Les prix de l'ensemble des volailles progressent très modérément (+ 1 %) après une hausse notable en 2011.

Les mises en place de poulettes de ponte se sont accrues sensiblement tout au long de l'année 2012. Ce mouvement de reprise fait suite à la réduction d'activité intervenue en 2011 lors de la mise aux normes européennes

des cages de poules pondeuses. Ces nombreuses mises en place ont permis à la production d'œufs de revenir fin 2012 à un niveau proche de celui de 2010. Toutefois, en moyenne sur l'année cette dernière demeure en recul de 2 % par rapport à 2011. En réponse à l'insuffisance marquée de l'offre, surtout en début d'année, les prix se sont envolés et ont atteint en mars un niveau record. Ils ont ensuite fléchi pour se stabiliser à des niveaux élevés au deuxième semestre. En moyenne sur l'année 2012, les prix des œufs augmentent de 43 %.

Malgré des achats quasi-stables, voire en légère baisse dans les élevages porcins, le renchérissement du coût de l'alimentation animale pèse sur les élevages hors sol. Les charges d'approvisionnement progressent de 3 % en valeur dans les élevages porcins et de 5 % dans les élevages avicoles.

Compensée par la hausse des prix de production, la hausse des charges n'a pas entraîné de baisse de revenu pour les exploitations porcines. Celui-ci atteint 46 700 euros en moyenne par actif non salarié en 2012, dans le prolongement de la tendance haussière initiée en 2009. La situation est plus complexe dans les élevages avicoles selon leur spécialisation. En effet, la modeste hausse du prix des volailles ne couvre pas celle des charges. En revanche, les producteurs d'œufs ne sont pas confrontés à cette difficulté. Tous élevages confondus, le résultat courant avant impôts des aviculteurs s'élève en 2012 à 40 500 euros en moyenne par actif non salarié, son meilleur niveau depuis le début des années 2000.

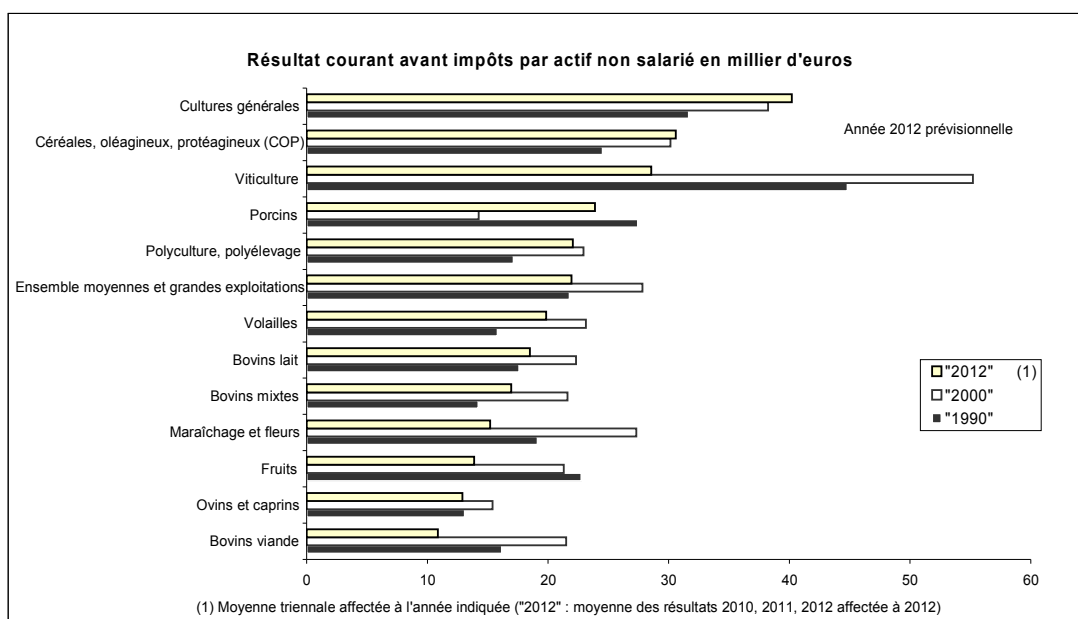


Disparités et évolutions à long terme du revenu

L'augmentation du résultat courant avant impôts (RCAI) moyen par actif non salarié de l'ensemble des exploitations est de l'ordre de 2 % par an entre 1990 et 2012, tout comme sur la dernière décennie. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations viticoles voient leur revenu reculer (- 1 % par an depuis 1990, - 3 % par an depuis 2000). Quasiment stable sur vingt ans, le revenu des exploitations fruitières s'accroît toutefois de 1 % par an sur la période 2000-2012. Les exploitations ovines bénéficient d'une légère hausse tendancielle d'environ 1 % par an quelle que soit la période considérée. Les élevages avicoles connaissent un rythme de croissance quasi constant (+ 3 % par an) sur les deux périodes 1990-2012 et 2000-2012, tout comme les élevages bovins laitiers (+ 2 % par an). La situation est plus contrastée dans les autres élevages. Le revenu des éleveurs porcins augmente en moyenne de 2 % par an depuis 1990 mais la hausse est nettement plus accentuée si l'on considère la période 2000-2012 (+ 9 % par an). Le revenu des éleveurs de bovins pour la viande n'évolue pas sur la période 1990-2012. Mais il se rétracte nettement (- 2 % par an) depuis 2000. Quant aux exploitations de grandes cultures, elles voient leur revenu s'apprécier nettement (+ 5 % par an depuis 2000).

En conséquence, le revenu moyen par actif non salarié de l'ensemble des moyennes et grandes exploitations, exprimé en euros de 2012, qui était de 21 800 euros sur la période 1988-1990 passe à 27 800 euros en 1998-2000 avant d'atteindre 34 500 euros en moyenne sur les trois dernières années. Les exploitations de grandes cultures voient leur situation s'améliorer considérablement. Leur revenu de 27 100 euros en 1988-1990

dépassait déjà le revenu moyen de l'ensemble des exploitations de 25 %. Il lui est supérieur de 70 % sur la période 2010-2012 (58 900 euros). Les exploitations viticoles avaient en 1988-1990 un revenu équivalent au double de celui de la moyenne des exploitations. Elles voient leur situation relative se dégrader progressivement. Avec 36 600 euros sur la période 2010-2012 leur revenu moyen avoisine désormais celui de l'ensemble des exploitations, mais avec de fortes disparités internes. Le revenu des exploitations porcines reste supérieur à la moyenne mais l'écart se réduit de + 26 % en 1988-1990 à + 15 % sur les trois dernières années (39 800 euros). Les exploitations fruitières sont dans une moins bonne situation. Leur revenu excédait de 5 % la moyenne en 1988-1990 (soit 22 800 euros), il monte à 24 100 euros sur la période 2010-2012, soit 30 % en dessous du revenu moyen de l'ensemble des exploitations. Les élevages d'herbivores demeurent dans un contexte moins favorable. Le revenu des exploitations laitières (27 600 euros), en légère augmentation ces trois dernières années par rapport aux périodes 1988-1990 et 1998-2000, continue à ne représenter que 80 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations. Celui des exploitations spécialisées en élevage de bovins pour la viande était de 26 % inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations sur la période 1988-1990. Cette différence s'est légèrement réduite à 23 %, avec un mieux, en 1998-2000 pour retomber à - 53 % sur les trois dernières années (soit 16 200 euros). Pour les exploitations ovines, la situation reste médiocre : la différence par rapport au revenu global moyen passe de - 40 % à - 47 % (soit 13 100 euros sur la période 1988-1990 et 18 200 euros sur les trois dernières années).



Annexes chiffrées

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en 2012

Tableau 2 : Indicateur de disparité du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié

Tableau 3 : Indicateur d'évolution du résultat courant avant impôts agricole en termes réels (indices 2000 = 100)

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (RCAI par UTANS)

	Résultat courant avant impôts par actif non salarié en valeur réelle selon les catégories d'exploitations										
	Valeurs annuelles moyennes en millier d'euros 2012				Évolution des moyennes triennales en % annuel				Valeurs triennales moyennes en millier d'euros 2012		
	2009	2010	2011	2012	"2012"/ "2011"	"2012"/ "2009"	"2012"/ "2000"	"2012"/ "1990"	"1990" (1)	"2000" (1)	"2012" (1)
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	14,7	31,8	35,1	36,5	26,7	11,1	1,8	2,1	21,8	27,8	34,5
Céréales, oléagineux, protéagineux	10,0	43,8	49,5	72,1	60,2	16,5	5,2	3,8	24,5	30,1	55,1
Cultures générales	22,1	61,0	61,6	79,8	39,9	16,6	4,9	3,5	31,7	38,2	67,5
Ensemble grandes cultures	13,8	49,1	53,1	74,4	52,3	16,4	4,9	3,6	27,1	33,1	58,9
Légumes et champignons	19,6	33,2	21,4	36,8	23,3	11,9	1,0	2,9	16,2	27,1	30,5
Fleurs et horticulture diverse	16,7	22,4	16,9	15,6	-1,9	-2,2	-3,3	-0,8	22,0	27,5	18,3
Ensemble maraîchage et horticulture	18,0	27,5	18,8	24,9	10,7	5,0	-1,2	1,0	19,2	27,3	23,7
Viticulture	27,2	39,8	47,3	22,8	-3,8	0,8	-3,4	-0,9	44,8	55,2	36,6
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	7,1	17,6	24,7	29,9	46,2	8,1	1,0	0,3	22,8	21,3	24,1
Bovins lait	11,9	26,5	30,0	26,5	21,3	9,8	1,8	2,1	17,6	22,3	27,6
Bovins viande	12,4	16,2	17,0	15,4	6,6	2,2	-2,3	0,0	16,2	21,5	16,2
Bovins mixtes	11,4	24,0	27,7	24,8	21,3	9,4	1,4	2,7	14,2	21,6	25,5
Ovins et caprins	12,3	20,2	19,1	15,3	6,0	10,3	1,4	1,5	13,1	15,4	18,2
Porcins	20,3	37,1	35,8	46,7	28,3	42,7	8,9	1,7	27,4	14,2	39,8
Volailles	24,1	30,4	30,2	40,5	19,3	7,5	3,2	3,5	15,8	23,1	33,7
Ensemble élevages hors sol	20,6	31,9	31,1	38,8	21,8	14,8	4,4	2,5	19,6	20,2	33,9
Polyculture, polyélevage	11,2	31,5	35,8	40,8	37,8	16,4	3,8	3,4	17,2	22,9	36,1

(1) Moyenne triennale affectée à l'année indiquée ("2012" : moyenne des résultats 2010, 2011, 2012 affectée à 2012).
L'évolution "2012"/"2011" correspond à l'évolution entre les moyennes des années 2009 à 2011 ("2011") et 2010 à 2012 ("2012").

Source : SSP - Agreste - Rica et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 2 : Résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitations

Valeur moyenne par exploitation en millier d'euros courants

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 prev
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	21,2	21,3	21,9	21,5	23,0	21,1	25,4	31,8	25,3	14,2	30,9	34,6	36,5
Céréales, oléagineux, protéagineux	22,2	18,0	21,5	22,8	22,9	17,3	25,3	52,9	35,9	9,6	42,5	48,7	72,1
Cultures générales	27,4	30,7	28,1	35,1	31,3	25,5	38,7	53,7	45,7	21,2	59,2	60,6	79,8
Ensemble grandes cultures	24,1	22,5	23,8	27,0	25,7	20,0	29,7	53,2	39,0	13,2	47,6	52,2	74,4
Légumes et champignons	28,0	25,6	31,8	25,9	10,7	29,3	25,6	21,8	21,2	18,8	32,3	21,0	36,8
Fleurs et horticulture diverse	22,2	20,7	21,6	22,6	16,3	16,6	20,8	20,4	19,1	16,0	21,8	16,6	15,6
Ensemble maraichage et horticulture	24,5	22,7	25,8	23,9	14,2	21,7	22,6	21,0	20,0	17,3	26,7	18,5	24,9
Viticulture	34,8	34,4	35,6	30,4	38,8	32,6	33,6	42,3	33,1	26,1	38,6	46,5	22,8
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	17,4	25,8	22,1	25,8	17,1	9,0	27,1	24,5	22,7	6,8	17,1	24,3	29,9
Bovins lait	17,8	16,3	17,8	16,6	19,6	19,4	19,9	25,1	22,6	11,4	25,7	29,5	26,5
Bovins viande	16,1	16,4	21,3	21,3	21,8	20,8	24,4	18,1	13,1	11,9	15,7	16,7	15,4
Bovins mixtes	16,8	14,5	19,1	16,3	19,1	20,1	22,0	24,2	20,1	10,9	23,3	27,2	24,8
Ovins et caprins	12,5	13,6	16,0	12,6	15,0	12,8	15,5	15,5	11,3	11,8	19,6	18,8	15,3
Porcins	29,8	48,8	9,0	12,4	21,4	34,3	44,5	9,6	10,0	19,5	36,0	35,2	46,7
Volailles	18,0	21,1	21,3	19,3	19,0	19,9	22,6	30,4	23,3	23,1	29,5	29,7	40,5
Ensemble élevages hors sol	21,4	27,9	16,6	16,9	19,4	23,7	28,6	24,0	19,9	19,7	30,9	30,6	38,8
Polyculture, polyélevage	18,6	18,3	18,8	19,6	20,7	18,7	22,7	29,9	24,1	10,8	30,5	35,2	40,8

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 3 : Résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en termes réels (RCAI par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

Indices 2000 = 100

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 prev
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	100,0	98,4	99,1	95,2	100,3	90,4	106,4	129,8	100,7	55,9	120,9	133,4	138,6
Céréales, oléagineux, protéagineux	100,0	79,5	92,9	96,6	95,3	70,7	101,2	206,6	136,5	36,3	158,8	179,7	261,7
Cultures générales	100,0	109,7	98,5	120,4	105,6	84,5	125,6	169,9	140,9	65,0	179,4	181,1	234,6
Ensemble grandes cultures	100,0	91,6	94,8	105,3	98,6	75,3	109,3	191,2	136,6	46,0	163,9	177,5	248,7
Légumes et champignons	100,0	89,8	109,1	87,0	35,5	94,9	81,4	67,4	64,1	56,3	95,6	61,5	106,0
Fleurs et horticulture diverse	100,0	91,1	93,4	95,5	67,9	67,7	83,1	79,6	72,8	60,4	81,4	61,2	56,6
Ensemble maraichage et horticulture	100,0	90,9	100,7	91,8	53,6	80,4	82,0	74,1	68,9	59,0	90,4	61,8	81,6
Viticulture	100,0	97,0	98,1	82,1	103,1	85,1	85,8	105,2	80,3	62,8	92,1	109,5	52,8
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	100,0	145,4	122,1	139,3	90,8	47,1	138,3	121,7	110,2	32,7	81,5	114,3	138,4
Bovins lait	100,0	90,0	96,0	87,6	101,7	98,9	99,4	122,4	107,3	53,9	119,8	135,7	119,8
Bovins viande	100,0	99,8	127,0	124,5	125,3	117,1	134,7	97,1	68,7	62,1	80,9	85,1	77,1
Bovins mixtes	100,0	84,3	108,6	91,0	104,9	108,3	116,3	124,5	100,8	54,6	114,8	132,6	118,8
Ovins et caprins	100,0	106,2	122,4	94,3	110,7	92,6	109,8	107,0	76,1	78,7	129,6	122,9	98,5
Porcins	100,0	160,5	28,8	39,3	66,3	104,4	132,9	27,8	28,4	54,9	100,3	96,7	126,2
Volailles	100,0	114,7	113,2	100,9	97,5	99,9	111,3	146,1	109,3	107,5	135,8	134,7	180,7
Ensemble élevages hors sol	100,0	127,6	74,3	74,2	83,7	100,4	118,7	96,9	78,4	77,3	119,8	117,0	145,8
Polyculture, polyélevage	100,0	96,6	97,3	99,4	103,2	91,4	108,6	139,6	109,7	48,6	136,6	155,5	177,2

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations